Université d'Ottawa | University of Ottawa

Revue des résultats financiers 2018-2019

uOttawa.ca

uOttawa

Table des matières

L'année 2018-2019 en chiffres 4

Sommaire 5

Aperçu financier 7

Produits 11

Droits de scolarité et autres frais 12

Subventions de fonctionnement 13

Subventions et contrats affectés 13

Revenus de placements 15

Charges 17

Salaires et avantages sociaux 17

Bourses et aide financière 20

Investissements en immobilisations 21

Actif net affecté d'origine interne 22

Informations supplémentaires 25

Conciliation entre les résultats consolidés audités et les résultats finaux budgétaires 25

Résultats finaux budgétaires par fonds 27

Fonds de fonctionnement 28

Affectations 31

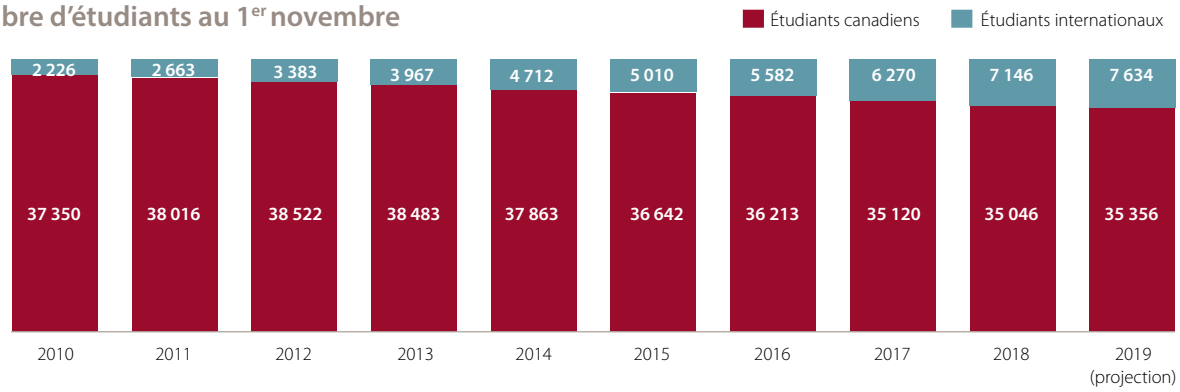
Gestion du capital 31

La revue des résultats financiers 2018-2019 doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés audités de l'Université et les notes afférentes.

L'année 2018-2019 en chiffres

(en milliers de dollars)	2019 ($)	2018 ($)	Variation (%)
État consolidé des résultats			
Produits	1 126 063	1 099 819	2,4
Charges	1 044 346	1 022 982	2,1
Excédent des produits sur les charges avant l'élément suivant	81 717	76 837	6,4
Variation de la juste valeur des placements évalués à leur juste valeur	10 113	(7 065)	243,1
Excédent des produits sur les charges	**91 830**	**69 772**	**31,6**
État consolidé de la situation financière			
Actifs	3 220 854	3 294 783	-2,2
Passifs	1 199 914	1 209 316	-0,8
Actif net	2 020 940	2 085 467	-3,1
Composition de l'actif net			
Non affecté	24	123	-80,5
Affecté d'origine interne	1 726 919	1 805 687	- 4,4
Dotations	293 997	279 657	5,1
Total	**2 020 940**	**2 085 467**	**-3,1**

Nombre d'étudiants au 1er novembre



- Au cours des dix dernières années, le nombre d'étudiants a augmenté de 8,6 % pour atteindre un nombre projeté de 42 990 au 1er novembre 2019.
- La proportion des étudiants internationaux est passée de 6,0 % en 2010 à 18,0 % projeté au 1er novembre 2019.
- La proportion d'étudiants aux études supérieures est demeurée stable au cours de ces années et s'établit entre 15,0 % et 16,0 %.
- Suite à l'exonération des droits pour les doctorants internationaux, le nombre d'étudiants internationaux au doctorat est passé de 78 à l'automne 2017 à 125 à l'automne 2018, soit une augmentation de 60,3 %.

Sommaire

L'information contenue dans ce document est destinée à fournir une revue financière de l'année qui vient de s'écouler comparativement à l'année antérieure et à la lumière des budgets adoptés pour l'exercice 2018-2019.

L'année financière 2018-2019 a été somme toute une bonne année au point de vue des résultats financiers. Depuis quelques années, l'Université d'Ottawa a mis en place des mécanismes de contrôle des coûts ainsi qu'une nouvelle formule de financement interne. Ces initiatives ont porté fruit et permis de dégager un surplus du fonds de fonctionnement qui pourra être utilisé pour l'enveloppe des incitatifs et ainsi encourager les facultés et services à atteindre plus rapidement les objectifs considérés prioritaires, mettre en place un fonds de relance institutionnel ou permettre de relever les défis économiques attendus au cours des prochaines années.

Le budget 2019-2020, approuvé en mai dernier par le Bureau des gouverneurs, prévoit un déficit du fonds de fonctionnement de l'ordre de 17,4 M$, notamment suite à l'annonce en janvier 2019 d'une réduction de 10,0 % des droits de scolarité. Les résultats de l'année financière 2018-2019 permettront à l'Université d'absorber ce déficit ainsi que de lui donner quelques marges de manœuvre pour faire face aux défis qui se présenteront au cours des années à venir.

Les résultats financiers consolidés pour l'exercice financier 2018-2019 de l'Université d'Ottawa révèlent un excédent des produits sur les charges de 91,8 M$ comparativement à 69,8 M$ en 2017-2018.

L'excédent provient en majeure partie du fonds de fonctionnement et s'explique par une augmentation des droits de scolarité et du nombre d'étudiants internationaux, ainsi que par un rendement positif des marchés financiers. Ces augmentations sont partiellement réduites par l'augmentation des dépenses en lien avec les augmentations économiques du marché et certaines initiatives entamées au cours de l'exercice financier.

L'Université a réussi pour une deuxième année consécutive à réduire l'impact de l'inflation sur ses charges, grâce à plusieurs mécanismes de contrôles qui ont été mis en place depuis quelques années, tel qu'un nouveau modèle budgétaire.

Les surplus générés sur les placements sont en majorité des gains sur la valeur marchande des investissements. Afin de se protéger contre les fluctuations potentielles des marchés financiers, l'Université s'est dotée d'une réserve de stabilisation et a versé près de 8,3 M$ de ses surplus annuels à cet égard. Également, environ 18,6 M$ de l'excédent a été engagé pour certains projets stratégiques et facultaires, et environ 50,0 M$ est engagé pour des projets d'immobilisations et de recherche. L'Université se garde un fonds de contingence additionel de 10,0 M$, qui aidera à absorber l'impact de la réduction des droits de scolarité canadien pour l'année 2019-2020. De nombreux facteurs ont contribué aux résultats de l'exercice financier 2018-2019, notamment :

- La continuité du recrutement international ciblé menant à l'augmentation du nombre d'inscriptions des étudiants internationaux afin de pallier la décroissance démographique canadienne.
- Le projet de loi 177 du gouvernement ontarien touchant la réforme des règles de capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées entrée en vigueur le 1er mai 2018 qui inclut l'introduction d'une nouvelle provision pour écarts défavorables et élimine les paiements spéciaux au régime de retraite. Ce projet de loi nous est favorable d'un point de vue budgétaire à court terme, mais nous impose des défis à moyen terme.
- La première année d'opérations de plusieurs grands chantiers de construction, notamment le Carrefour des apprentissages, le Complexe STEM, et le LabO.
- L'entretien et la rénovation des installations existantes pour diminuer les frais d'entretien différé des bâtiments et de la technologie.
- Le cadre réglementaire du gouvernement de l'Ontario sur les droits de scolarité pour les étudiants canadiens qui a été établi à un taux moyen maximal de 3,0 % pour l'année scolaire 2018-2019.
- La volatilité des marchés financiers, qui influe directement sur les revenus de placements de l'Université et sur la situation financière des régimes de retraite.

Le défi de l'atteinte de l'équilibre budgétaire est demeuré et devra continuer à être une des priorités pour l'Université. Les résultats de cette année aideront à progresser dans la réalisation de la mission académique, tel qu'établi dans le plan stratégique ***Transformation 2030*** et permettront de faire face aux défis qui se présenteront au cours des prochaines années.

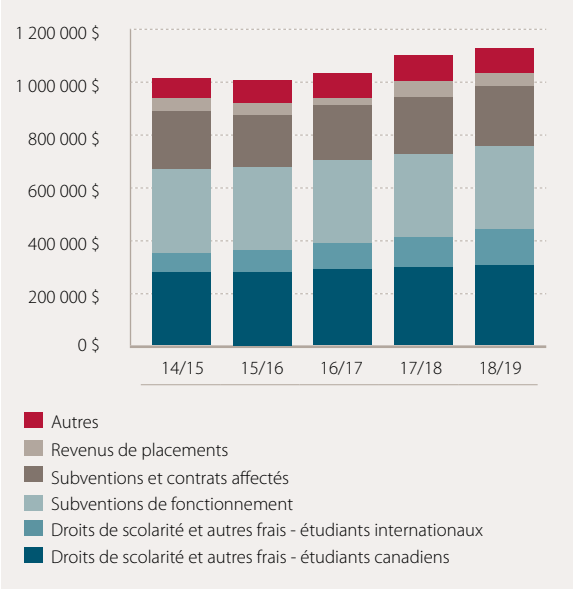
Le secteur universitaire ontarien et canadien connaît une période de changements. L'Université fait face à des défis importants qui comportent des risques pour celle-ci et son développement dans les années à venir. Pour n'en nommer que quelques-uns, mentionnons l'incertitude au niveau des subventions provinciales, la décroissance démographique, la concurrence toujours plus féroce pour les effectifs étudiants et les incertitudes géopolitiques, la croissance des dépenses, l'augmentation des coûts afférents aux régimes de retraite ainsi que l'entretien différé des bâtiments et de la technologie.

En date de décembre 2018, le total de l'entretien différé de l'Université est évalué à plus de 387,5 M$. De ce montant, 292,2 M$ se rapportent aux installations en lien avec l'enseignement et la recherche, 80,9 M$, aux résidences étudiantes, et 14,4 M$ aux installations des services auxiliaires. En septembre 2018, la résidence Brooks a dû être fermée et l'Université explore les solutions alternatives. D'autres résidences et installations académiques sont presque arrivées en fin de vie pour lesquelles les besoins futurs de l'Université sont estimés à plus de 500,0 M$.

Savoir conjuguer nos besoins matériels et académiques tout en respectant nos capacités financières dans un contexte d'incertitude quant à l'appui financier gouvernemental, la pression grandissante de la concurrence des autres universités et notre volonté de nous développer, autant au niveau international que dans la recherche, sera un défi de taille au cours des prochaines années. Les résultats de l'année 2018-2019 nous permettront de solidifier notre position financière et ainsi saisir les opportunités qui s'offriront à nous au cours des prochaines années.

Aperçu financier

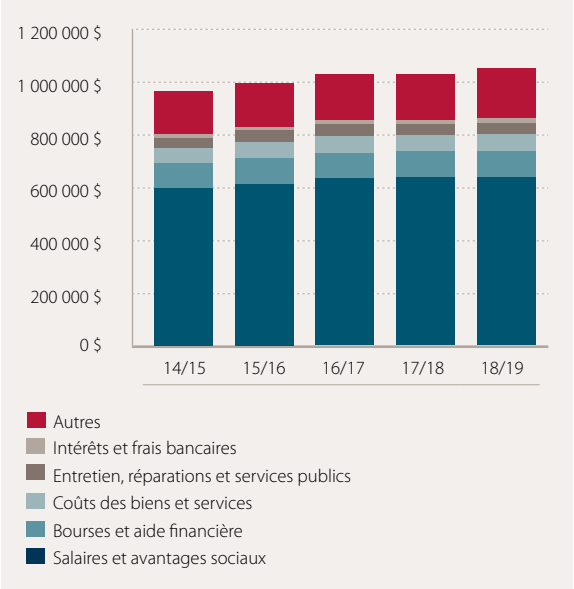
Total des produits : 1 126,1 M$



- Les droits de scolarité et autres frais des étudiants canadiens ont augmenté de 10,0 M$ (3,4 %)
- Les droits de scolarité et autres frais des étudiants internationaux ont augmenté de 25,1 M$ (22,6 %) notamment en raison de l'indexation des frais, combinés à l'augmentation du nombre d'étudiants.
- Les subventions de fonctionnement ont légèrement diminué passant de 323,4 M$ à 320,0 M$ soit 1,1 %.
- Les subventions et contrats affectés ont augmenté de 12,5 M$ (5,9 %) passant de 215,2 M$ à 227,7 M$ entre autres en raison de l'augmentation des sommes octroyées au cours de l'exercice et de l'intensité des recherches effectuées.
- Les revenus de placements incluant les gains non réalisés ont augmenté de 2,6 M$ (4,7 %) passant de 54,3 M$ à 56,9 M$.

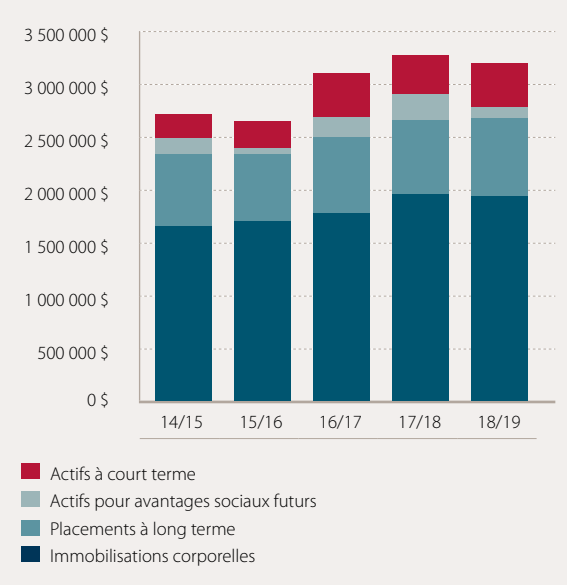
Certaines informations comparatives des exercices précédents ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

Total des charges : 1 044,3 M$



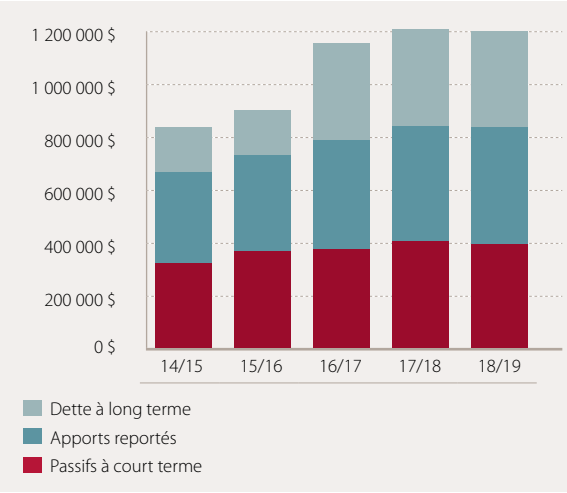
- Les charges ont augmenté de 21,4 M$ passant de 1 022,9 M$ à 1 044,3 M$ soit 2,1 %.
- Les salaires et avantages sociaux ont diminué de 1,5 M$ au net, à savoir une augmentation de 2,9 M$ pour les salaires et une diminution de 4,4 M$ pour les avantages sociaux.
    - Les salaires ont augmenté de 2,9 M$ soit 0,5 % passant de 550,9 M$ à 553,8 M$, en lien avec les augmentations économiques, diminuées partiellement par un nombre croissant de postes vacants en cours d'affichage.
    - La dépense d'avantages sociaux a diminué de 4,4 M$ soit 5,2 % passant de 85,7 M$ à 81,3 M$. Cette variation comprend une augmentation de 1,3 M$ des avantages sociaux et une diminution de 5,7 M$ des avantages sociaux futurs.
- La dépense en bourses et aide financière a augmenté de 3,0 M$ (3,2 %) s'élevant à 98,1 M$ comparativement à 95,1 M$, en lien avec l'augmentation du taux des droits de scolarité de 3,0 %.

Total des actifs : 3 220,9 M$



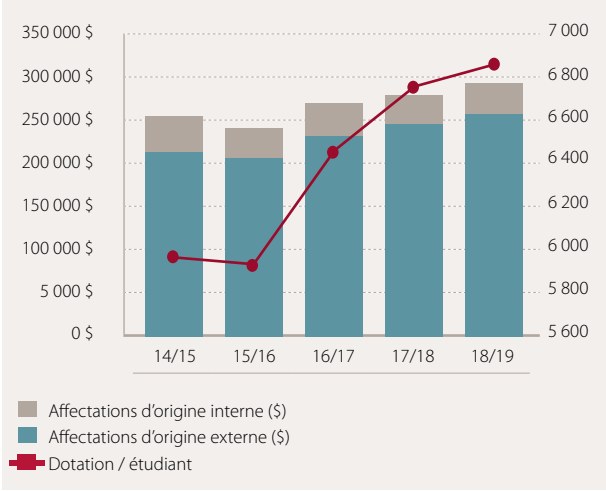
- Le total des actifs a diminué de 73,9 M$.
- Les immobilisations corporelles ont diminué de 14,7 M$, principalement dû à la dépense d'amortissement de 67,8 M$ et la radiation partielle d'une résidence de 7,0 M$. Cette diminution est compensée en partie par des acquisitions de 60,1 M$.
- Les actifs pour avantages sociaux futurs ont diminué de 146,2 M$ majoritairement suite à l'introduction d'une nouvelle provision pour écarts défavorables du régime de retraite totalisant 186,3 M$.
- Les placements à court terme et à long terme ont augmenté de 89,0 M$ en raison des rendements du marché de 8,5 %.

Total des passifs : 1 199,9 M$



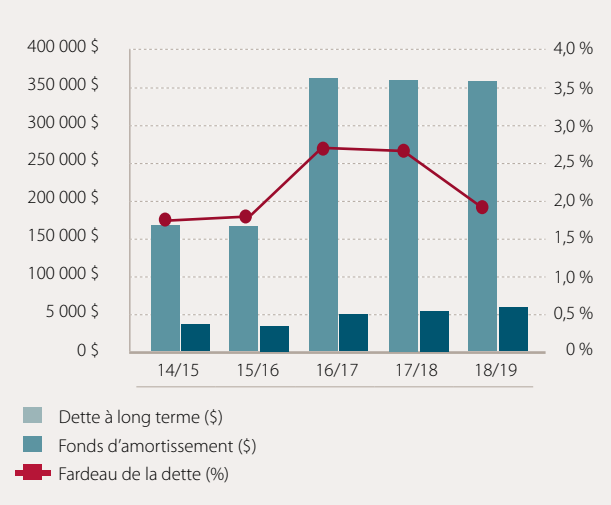
- Le total des passifs a diminué de 9,4 M$ (0,8 %) passant de 1 209,3 M$ à 1199,9 M$.
- Les créditeurs et charges à payer ont pour leur part diminué de 37,6 M$ soit 28,9 %, surtout en raison de la diminution des activités de construction au cours de l'exercice.
- Les revenus reportés ont augmenté de 26,4 M$ soit 9,6 %. Ces revenus seront reconnus aux résultats des prochains exercices lorsque les dépenses seront effectuées.

Dotations : 294,0 M$



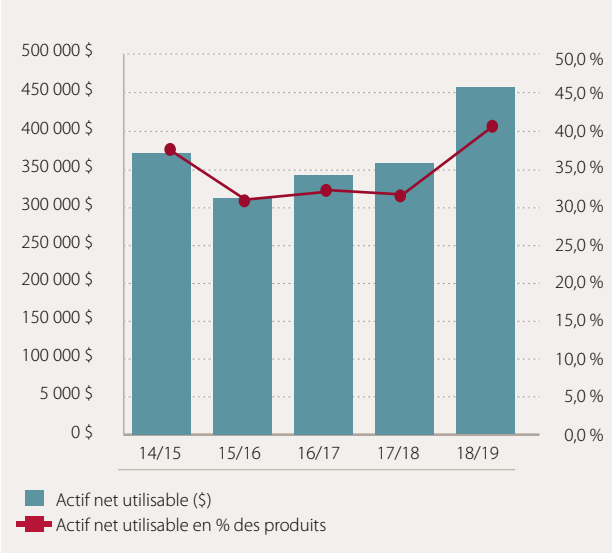
- Les fonds dotés ont augmenté de 14,3 M$ (5,1 %) au cours de l'exercice en raison des taux de rendement sur les placements à long terme qui s'élèvent à 8,5 %; un taux moyen de 3,5 % est distribué annuellement selon les modalités des fonds dotés.
- Les dotations par étudiant ont augmenté passant de 6 757 $ à 6 968 $.

Dette à long terme : 363,6 M$



- Le ratio du fardeau de la dette s'est amélioré en lien avec l'augmentation des produits.
- La dette à long terme a diminué grâce au versement en capital de 1,5 M$ sur le prêt à taux fixe de 15,2 M$ échéant en 2026.
- Les débentures non garanties de série A et B totalisant 350,0 M$ viennent à échéance en 2043 et 2056 respectivement. Aucun versement en capital n'est requis avant cette date.
- Un fonds d'amortissement a été créé afin d'accumuler le montant en capital requis lors de l'échéance des débentures. Le solde accumulé s'élève à 58,6 M$ en date du 30 avril 2019. Le solde du fonds d'amortissement pour la débenture non garantie de série A est estimé être suffisant afin de rencontrer l'obligation totale de 150,0 M$ en 2043. Le financement du fonds d'amortissement pour la débenture non garantie de série B est prévu débuter en octobre 2021; un montant initial de 10 M$ a été investi lors de l'émission de la dette en 2016.

Actif net utilisable



- L'actif net utilisable est composé des sommes qui ne sont pas affectées à l'externe, tel que l'actif net non affecté, les dotations affectées d'origine interne, le fonds d'amortissement et l'actif net affecté à l'interne.
- L'augmentation de 94,7 M$ est due en grande partie à l'excédent de 91,8 M$, dont 80,0 M$ sont affectés pour des projets à venir, pour des besoins facultaires et de recherche, et pour satisfaire certains engagements contractuels pris par l'Université.

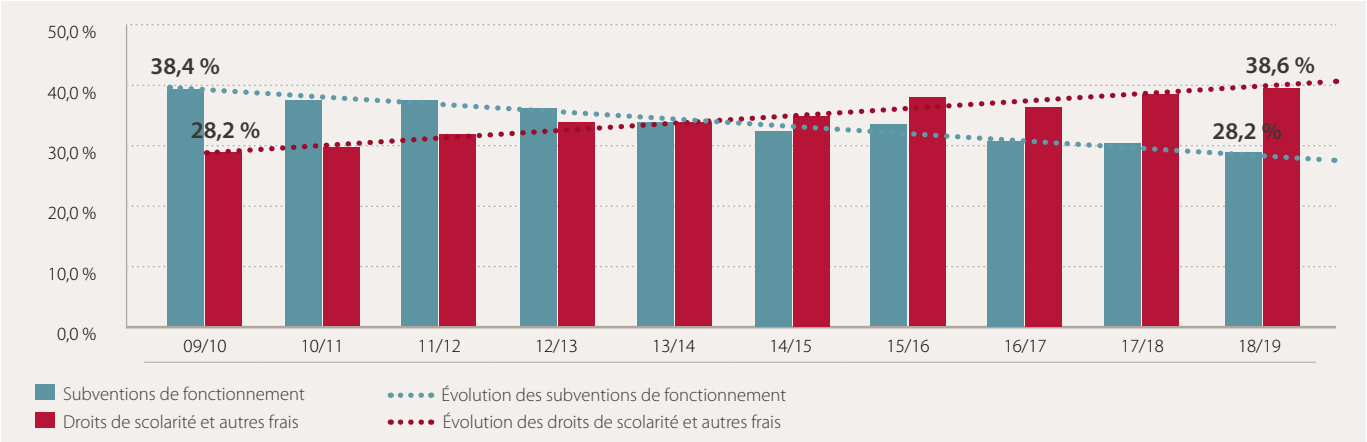
Produits

En 2018-2019, les produits ont augmenté de 26,2 M$ (2,4 %) pour atteindre 1 126 M$ (1 099 M$ en 2017-2018). L'augmentation de revenus est majoritairement expliquée par l'augmentation des droits de scolarité, entre autres grâce à l'augmentation du nombre d'étudiants étrangers.

Produits par catégorie (en milliers de dollars)

			Variation 2018-2019 vs 2017-2018	
	2018-2019	2017-2018	($)	(%)
Droits de scolarité et autres frais - canadiens	302 734	292 703	10 031	3,4
Droits de scolarité et autres frais - internationaux	136 095	111 000	25 095	22,6
Subventions de fonctionnement	319 954	323 406	(3 452)	-1,1
Subventions et contrats affectés	227 671	215 237	12 434	5,8
Ventes de biens et services	27 274	25 043	2 231	8,9
Logements étudiants	24 961	27 970	(3 009)	-10,8
Dons	12 968	14 293	(1 325)	-9,3
Revenus de placements	46 745	61 389	(14 644)	-23,9
Autres	27 661	28 778	(1 117)	-3,9
Total des produits	**1 126 063**	**1 099 819**	**26 244**	**2,4**

Évolution des revenus de subventions de fonctionnement et des droits de scolarité et autres frais en pourcentage des revenus totaux



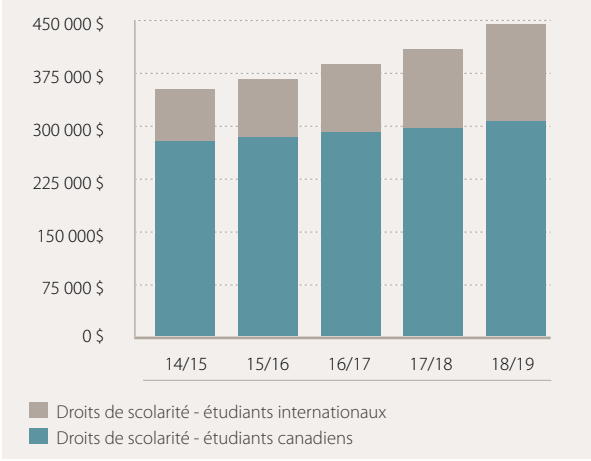
Certaines informations comparatives des exercices précédents ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

Les droits de scolarité et autres frais ainsi que les revenus de subventions représentent environ 66,8 % du total des produits[1] de l'exercice 2018-2019 comparativement à 66,5 % en 2017-2018. Depuis quelques années, nous observons une diminution de la proportion des revenus de subventions de fonctionnement et à l'inverse une augmentation de la proportion des droits de scolarité et autres frais. En effet, pour une deuxième année consécutive, les revenus de subventions sont sous la barre des 30 % des produits totaux.

Droits de scolarité et autres frais

Les droits de scolarité et autres frais s'élèvent à 438,8 M$ en 2018-2019 comparativement à 403,7 M$ en 2017-2018. La variation de 35,1 M$ comprend une augmentation de 10,0 M$ (3,4 %) des droits de scolarité canadiens et une augmentation de 25,1 M$ (22,6 %) des droits de scolarité internationaux.

Évolution des droits de scolarité des étudiants canadiens et internationaux (en milliers de dollars)



Les droits de scolarité ont respecté le cadre règlementaire du gouvernement de l'Ontario pour les étudiants canadiens avec une indexation maximale de 3,0 %, comme prévu au budget 2018-2019.

L'augmentation des droits de scolarité internationaux s'explique par l'indexation ainsi que par l'augmentation du nombre d'étudiants étrangers. La part de la contribution des étudiants internationaux aux droits de scolarité et autres frais est passée de 27,5 % à 31,0 % au cours de l'exercice.

1 Pour les fins de calcul, le total des produits inclut la variation de la juste valeur des placements évalués à la juste valeur. Cette variation favorable de 10,1 M$ (2017-2018 – perte de 7,1 M$) est présentée séparément à l'état des résultats consolidés.

Subventions de fonctionnement

Les subventions du Ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU) sont demeurées stables, tel que prévu dans l'entente de mandat stratégique 2017-2020.

Subventions et contrats affectés

Composition des subventions et contrats affectés (en milliers de dollars)

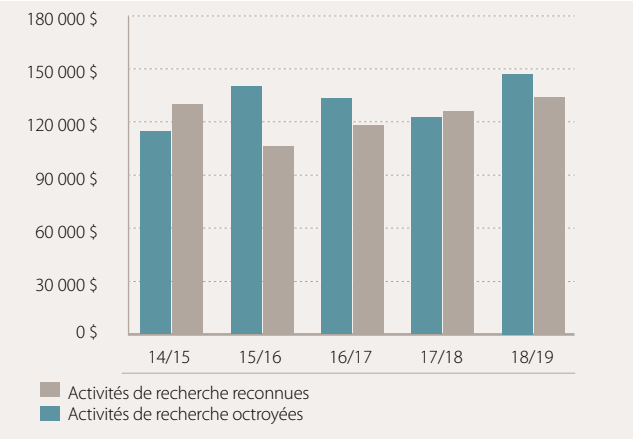
	2018-2019	2017-2018
Recherche	141 407	134 812
Fiducie	75 484	70 876
Immobilisations	10 780	9 549
Total	**227 671**	**215 237**

Note 15 des états financiers consolidés

Les subventions et contrats affectés s'élèvent à 227,7 M$ en 2018-2019 comparativement à 215,2 M$ en 2017-2018. Ces sommes sont destinées aux activités reliées à la recherche, à la fiducie ainsi qu'aux immobilisations.

La convention comptable utilisée pour comptabiliser ces revenus est la méthode du report. Ainsi, les revenus octroyés, mais non dépensés dans la même année, sont exclus des résultats de l'exercice et sont comptabilisés à titre de revenus ou d'apports reportés au passif. Les revenus dépendent donc directement de l'intensité des activités de recherche, ou autres activités ciblées, effectuées durant l'exercice financier.

Activités de recherche octroyées et reconnues (en milliers de dollars)



Note 15 des états financiers consolidés

Les sommes octroyées proviennent de plusieurs agences subventionnaires, notamment des trois conseils de recherche du Canada (CRSNG, CRSH et ICRS), de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), du programme des Chaires de recherche du Canada, du gouvernement du Canada, de la province de l'Ontario et de l'industrie.

Sommes octroyées par source pour les activités de recherche (en milliers de dollars)

	2018-2019	2017-2018	Variation ($)
CRSNG, CRSH et ICRS	56 258	52 652	3 606
FCI	13 164	6 128	7 036
Autres subventions fédérales	35 786	28 897	6 889
Total des subventions fédérales	**105 208**	**87 677**	**17 531**
Subventions provinciales	12 483	13 777	(1 294)
Tierces parties	33 607	29 525	4 082
Total des sommes octroyées	**151 298**	**130 979**	**20 319**
Amortissement des revenus et des apports reportés	(9 891)	3 833	(13 724)
Subventions et contrats affectés reliés aux activités de recherche	**141 407**	**134 812**	**6 595**

L'augmentation de 20,3 M$ des sommes totales octroyées s'explique principalement par l'augmentation des sommes en provenance de subventions fédérales, entre autres les contributions de la FCI.

Durant l'année 2018-2019, plus de 13,0 M$ ont été octroyés par la FCI. De ce montant, un peu plus de 7,1 M$ est associé au déploiement de projets du Fonds d'innovation 2017, soit les projets en virothérapie oncolytique (3,3 M$) et en sciences de la terre et de l'environnement (3,8 M$). Le reste du financement obtenu est principalement associé aux 14 projets du Fonds des leaders John R. Evans (JELF) et du Fonds des initiatives scientifiques majeures.

En ce qui a trait aux autres subventions fédérales, l'Université d'Ottawa et le Conseil national de recherches du Canada ont conclu un partenariat stratégique pour un montant de 3,6 M$ pour une recherche de collaboration « Interaction lumière-matière ». Ce montant sera dépensé au cours des prochaines années.

De plus, depuis 2003, le gouvernement du Canada a mis en place le Programme des coûts indirects (PCI) permettant ainsi aux établissements universitaires et collégiaux du Canada d'obtenir une subvention annuelle qui les aide à absorber une partie des coûts indirects de la recherche, qui ne peut pas être directement reliée à des projets de recherche particuliers. En 2018-2019, l'Université a reçu du Fonds de soutien à la recherche (FSR) une subvention de 15,1 M$ (13,8 M$ en 2017-2018) afin de réduire ces impacts financiers.

Une portion de la subvention FSR est redistribuée aux instituts affiliés selon les attentes préétablies et apparait sous la rubrique « ententes interinstitutionnelles reliées à la recherche et autres ». Cette portion s'élève à environ 5,1 M$ pour l'exercice financier 2018-2019. Le montant résiduel de 10,0 M$ est inscrit aux revenus de l'Université et correspond à environ 13,0 % des coûts indirects réels encourus.

Revenus de placements

Les revenus de placements, incluant les gains non réalisés de 10,1 M$, s'élèvent à 56,9 M$ en 2018-2019, comparativement à 54,3 M$ en 2017-2018.

Revenus de placements (en milliers de dollars)

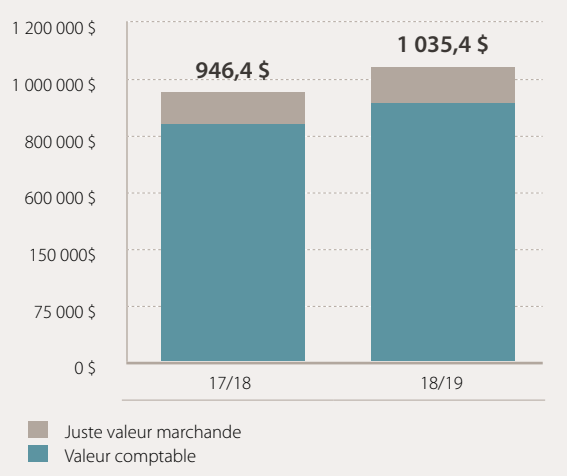
	2018-2019	2017-2018
Dividendes, intérêts et autres	38 980	11 289
Gains (pertes) réalisés sur placements	(1 860)	40 993
Revenus de placements des fonds dotés rendus disponibles pour décaissement	9 625	9 107
	46 745	**61 389**
Variation de la juste valeur des placements évalués à juste valeur	10 113	(7 065)
	56 858	**54 324**

Note 5 des états financiers consolidés

La valeur des placements à court et à long terme est estimée à 1 035,4 M$ au 30 avril 2019 comparativement à 946,4 M$ au 30 avril 2018. Cette augmentation de 89,0 M$ inclut la variation de la juste valeur marchande des placements de 14,2 M$ pour lequel un montant de 10,1 M$ a été présenté directement à l'état consolidé des résultats et un montant de 4,1 M$ à l'actif net des fonds dotés. Le montant de la variation restante de 74,8 M$ est en grande partie attribuable au réinvestissement des revenus de placements réalisés de l'exercice 2017-2018.

Au cours des dix dernières années, l'Université a augmenté le ratio d'investissement à long terme de 40,0 % à 75,0 % afin d'optimiser ses revenus de placements. Le taux de rendement annualisé des placements à long terme sur 1 an est de 8,5 %, 7,4 % sur 4 ans et 9,8 % sur dix ans.

Variation des placements à court terme et à long terme (en milliers de dollars)



Certaines sommes sont affectées quant à leur utilisation, notamment le fonds d'amortissement, les dotations, les réserves pour avantages sociaux non capitalisés et les réserves de stabilisation. Également, les placements à court et à long terme inclus des sommes octroyées par des partis tiers, mais qui n'ont pas encore été dépensées. Ces sommes, inscrites à titre de revenus reportés à l'état consolidé de la situation financière, doivent être réservées pour des fins spécifiques, tel que demandé par les donateurs.

Charges

Salaires et avantages sociaux

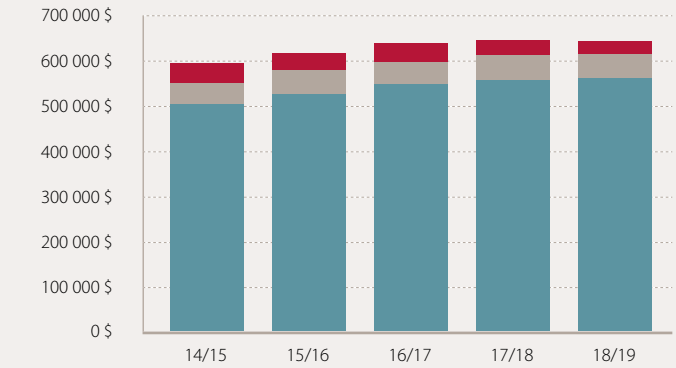
L'Université offre une rémunération et divers régimes d'avantages sociaux au personnel académique et de soutien pour les différentes étapes de leur carrière ainsi qu'à leur retraite. L'Université gère les coûts actuels et futurs associés à ces régimes d'avantages sociaux.

Les coûts actuels incluent la portion de l'employeur des coûts des retenues à la source, tels que l'assurance-emploi et le Régime de pensions du Canada, l'assurance invalidité et d'autres types de congés. Les coûts futurs incluent la portion de l'employeur aux régimes de retraite, les coûts liés à l'assurance-vie, aux prestations de soins de santé et soins dentaires ainsi qu'aux allocations de départ.

Charges de salaires et avantages sociaux

Les salaires et avantages sociaux représentent 60,8 % du total des charges aux états financiers consolidés.

Salaires et avantages sociaux pour les exercices se terminant le 30 avril (en milliers de dollars)



	14/15	15/16	16/17	17/18	18/19
Avantages sociaux futurs	43 651	36 160	41 072	32 817	27 059
Avantages sociaux	46 988	51 807	49 084	52 935	54 271
Salaires	497 010	519 675	540 927	550 898	553 836

Les dépenses salariales pour les postes académiques et les postes de soutien sont principalement financées par le fonds de fonctionnement, qui couvre environ 81,2 % des salaires totaux de l'Université.

La croissance de l'Université et de sa population étudiante depuis les dix dernières années a eu un impact direct sur la masse salariale, incluant les avantages sociaux qui ont augmenté de 34,5 % au cours de cette période. Cependant, cette augmentation a plafonné avec le départ à la retraite de plusieurs employés depuis 2016, diminuant ainsi temporairement le nombre de postes occupés. Suite à ces départs, l'Université a procédé à leur recrutement et plusieurs de ces postes ont été pourvus au cours de l'année ; par contre, plusieurs restent à combler, expliquant ainsi l'augmentation sous l'indice de l'inflation de 0,5 %.

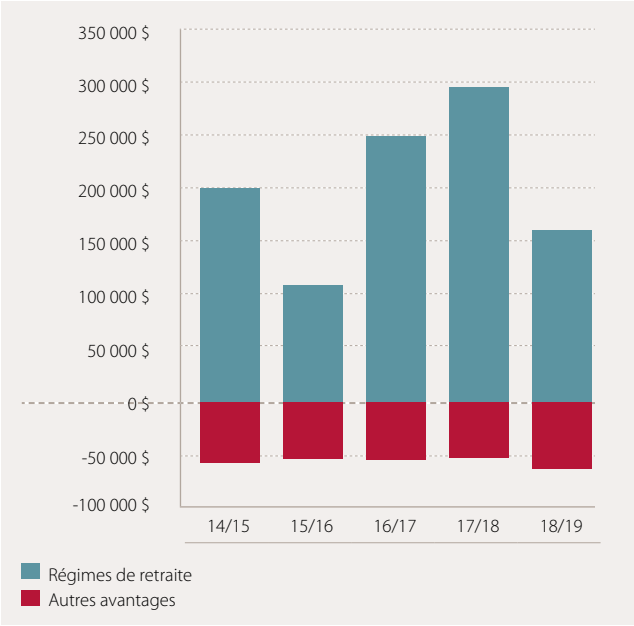
En plus de ses programmes de bourses et d'aide financière, l'Université continue d'investir dans ses étudiants à l'aide d'assistanats d'enseignement et de recherche, et du régime travail-études. En effet, les salaires étudiants s'établissent à 88,6 M$, soit une légère augmentation de 0,6 % comparativement à l'an dernier.

Avantages sociaux futurs (régimes de retraite et autres avantages)

Le total de l'actif pour avantages sociaux futurs s'élève à 100,3 M$ (246,5 M$ en 2018). Il comprend les régimes de retraite à prestations déterminées ainsi que certains avantages postérieurs à l'emploi et complémentaires de retraite, comme des indemnités de départ, de l'assurance-vie et des prestations de soins de santé et de soins dentaires. Ces avantages complémentaires de retraite ne sont pas tous capitalisés et une provision de 90,6 M$ est incluse dans le bilan de l'Université. Afin de s'assurer du financement futur de ces obligations, l'Université affecte annuellement un montant de ses surplus. Au 30 avril 2019, le total des montants affectés à cette fin s'élève à 94,0 M$ (94,2 M$ au 30 avril 2018) incluant un montant de 33,6 M$ spécifiquement pour la stabilisation des marchés financiers.

Les obligations au titre des régimes de retraite et des autres avantages continuent de mobiliser une part importante des ressources de l'Université. Au cours des dernières années, plusieurs mesures d'équilibrage des coûts ont été adoptées, telles que certaines modifications à la conception et au financement des régimes.

Composition de l'actif pour avantages sociaux futurs pour les exercices se terminant le 30 avril (en milliers de dollars)



Les coûts des régimes de retraite pourraient être allégés au cours des prochaines années par l'augmentation du taux d'escompte. Toutefois, les tables de mortalité changeantes utilisées pour mesurer le passif, résultant du fait que les individus vivent plus longtemps, constituent une augmentation permanente et continue des obligations futures.

Les régimes de retraite et autres autres avantages sociaux continuent de faire l'objet d'une surveillance accrue par la direction et d'une planification financière stratégique à long terme.

Régimes de retraite

De nouvelles règles de financement des régimes de retraite en Ontario sont entrées en vigueur pour les évaluations déposées en 2018 ou plus tard. Un rapport d'évaluation actuarielle doit être déposé auprès des autorités réglementaires au moins une fois tous les trois ans. L'évaluation actuarielle la plus récente, datée du 1er janvier 2018 et déposée auprès de l'Agence du revenu du Canada et de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO), tient compte des changements apportés à la Loi sur les régimes de retraite (LRR) de l'Ontario et à ses règlements touchant la capitalisation du régime.

Le nouveau cadre de capitalisation a modifié les exigences minimales de capitalisation dans un contexte de continuité comme de solvabilité, en accordant plus d'importance à la situation de continuité du régime et en ajoutant le concept de provision pour écarts défavorables (PED). En vertu de ces nouvelles règles, des paiements supplémentaires sont requis lorsqu'un régime rapporte un ratio de financement de 85,0 % ou moins. Le ratio de financement du régime de retraite de l'Université se situe à un niveau de 114,0 % avant la PED et à 106,0 % après la PED. Le déficit de solvabilité quant à lui indique un ratio de 98,0 %. Par conséquent, aucun paiement spécial annuel n'est requis de la part de l'Université à la suite du dépôt de l'évaluation actuarielle au 1er janvier 2018.

Selon les normes comptables canadiennes pour les organismes à but non lucratif, les réévaluations annuelles, les gains et les pertes sur les placements, les variations de provision pour écarts défavorables et les autres éléments spécifiquement liés aux avantages sociaux futurs sont comptabilisés directement dans l'état consolidé de l'évolution de l'actif net.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution de la capitalisation des régimes de retraite de l'Université. Les charges de retraite ont diminué de 22,0 %, passant de 27,3 M$ à 21,3 M$, en raison de la réduction du coût net des frais de financement et d'une diminution de la part de la contribution de l'employeur, telle que négociée dans certaines conventions collectives. La cotisation de l'employeur a diminué grâce à l'élimination des paiements spéciaux de 8,6 M$, contrebalancé par l'introduction du coût annuel de la PED de 5,3 M$, qui a été entièrement absorbée par l'Université.

La variation des réévaluations et autres items apparaissant à l'état consolidé de l'évolution de l'actif net est due en grande partie à l'introduction de la PED en date du 30 avril 2019.

Évolution de la capitalisation des régimes de retraite au 30 avril (en milliers de dollars)

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Placements à long terme, affecté aux avantages sociaux futurs	**52 906**	**57 310**	**58 943**	**60 659**	**58 826**
Solde au début de l'exercice, actif pour avantages sociaux futurs	115 312	203 605	111 329	252 361	299 045
Dépenses	(38 090)	(30 367)	(35 590)	(27 252)	(21 314)
Cotisations de l'employeur	44 848	48 105	44 332	48 171	45 160
Provision pour écarts défavorables					(180 501)
Réévaluations et autres items	81 535	(110 014)	132 290	25 765	20 842
Solde à la fin de l'exercice, actif pour avantages sociaux futurs	**203 605**	**111 329**	**252 361**	**299 045**	**163 232**
Actif net affecté d'origine interne pour avantages sociaux futurs	**256 511**	**168 639**	**311 304**	**359 704**	**222 058**

Note 6 des états financiers consolidés

Autres avantages

Au 30 avril 2019, les autres avantages affichaient une augmentation du déficit de 10,4 M$ par rapport au 30 avril 2018. Il est à noter que ces régimes ne sont pas capitalisés; la stratégie de financement à long terme de ces obligations comprend des contributions annuelles à une réserve affectée qui s'élèvent à 35,2 M$ en date du 30 avril 2019 et pour laquelle l'Université détient des placements à long terme équivalents.

En 2018-2019, la dépense totale est de 5,7 M$ comparativement à 5,6 M$ au 30 avril 2018. La variation des réévaluations et des autres éléments apparaissant à l'état consolidé de l'évolution de l'actif net est due en grande partie à l'introduction de la PED, en date du 30 avril 2019.

Évolution de la capitalisation des autres avantages au 30 avril (en milliers de dollars)

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Placements à long terme, affecté aux avantages sociaux futurs	**35 340**	**30 885**	**34 116**	**33 567**	**35 158**
Solde au début de l'exercice, obligation au titre des prestations constituées	(55 245)	(57 137)	(53 934)	(54 548)	(52 557)
Dépenses	(5 561)	(5 793)	(5 482)	(5 565)	(5 745)
Cotisations de l'employeur	4 081	5 300	5 294	7 167	5 518
Provision pour écarts défavorables					(5 823)
Réévaluations et autres items	(412)	3 696	(426)	389	(4 318)
Solde à la fin de l'exercice, obligation au titre des prestations constituées	**(57 137)**	**(53 934)**	**(54 548)**	**(52 557)**	**(62 925)**
Actif net affecté d'origine interne pour avantages sociaux futurs	**(21 797)**	**(23 049)**	**(20 432)**	**(18 990)**	**(27 767)**

Note 6 des états financiers consolidés

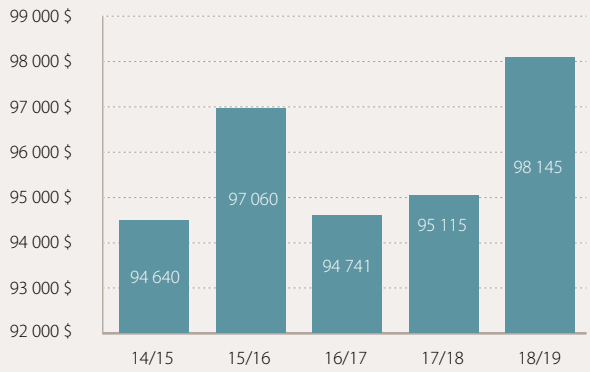
Bourses et aide financière

Au cours de l'exercice 2018-2019, l'Université a déboursé 98,1 M$ (95,1 M$ en 2017-2018) en bourses et aide financière, représentant une augmentation de 3,2 % comparativement à l'an dernier.

Dans le cadre de l'exercice 2018-2019, un montant total versé par l'ensemble des fonds correspond à environ 2 803 $ par équivalent étudiant à temps plein (EETP) (2 704 $ en 2017-2018). Le montant des bourses par EETP est resté considérablement stable depuis plusieurs années.

Au cours de l'année 2018-2019, certains étudiants internationaux nouvellement admis aux premier et deuxième cycles à l'Université d'Ottawa se sont vu offrir des bourses allant jusqu'à 2 500 $ par année. De plus, les étudiants internationaux au doctorat ont bénéficié de l'équivalent des droits de scolarité canadiens grâce à une bourse équivalente à la différence entre les droits internationaux et canadiens. Le total des bourses octroyées aux étudiants internationaux est estimé à 6,3 M$.

Historique des bourses et de l'aide financière pour les exercices se terminant le 30 avril (en milliers de dollars)



	14/15	15/16	16/17	17/18	18/19
ETTP canadiens	37 892	36 653	36 361	35 181	35 019
$ / ETTP canadiens	2 498 $	2 648 $	2 606 $	2 704 $	2 803 $

Investissements en immobilisations

L'Université continue le développement de son campus afin d'accueillir ses étudiants, ses professeurs et ses chercheurs dans des espaces modernes qui répondent à leurs besoins en matière d'enseignement, d'apprentissage et de recherche. Malgré cela, tout comme plusieurs autres établissements, l'Université fait face à des défis d'entretien différé et essaie chaque année d'investir davantage dans ces activités afin de réduire le besoin d'investissement, qui s'élève à plus de 387,5 M$.

Les acquisitions corporelles de l'exercice totalisent 60,1 M$ comparativement à 238,0 M$ en 2017-2018. L'année 2018-2019 en a été une de planification, avec plusieurs projets majeurs ayant été complétés en 2017-2018 et 2018-2019, tels que le Carrefour des apprentissages, le LabO et STEM. Les projets en mode de planification incluent la mise à niveau des espaces occupés par les services vétérinaires et animaliers qui débutera en 2020-2021.

Acquisitions d'immobilisations corporelles (en milliers de dollars)

	2018-2019	2017-2018
Terrains	-	1 821
Bâtiments	27 264	32 433
Améliorations locatives	10	920
Constructions en cours	(863)	177 750
Livres	5 062	6 195
Équipements et ameublements	22 270	16 704
Matériel informatique et logiciels	6 308	2 167
Total	**60 051**	**237 990**

Note 7 des états financiers consolidés

Ces acquisitions d'immobilisations corporelles ont été financées de la façon suivante:

Financement des acquisitions d'immobilisations corporelles (en milliers de dollars)

	2018-2019	2017-2018
Subventions gouvernementales	28 743	48 905
Ressources internes	19 009	68 269
Débentures	8 681	117 946
Dons d'immobilisations	3 618	2 870
Total	**60 051**	**237 990**

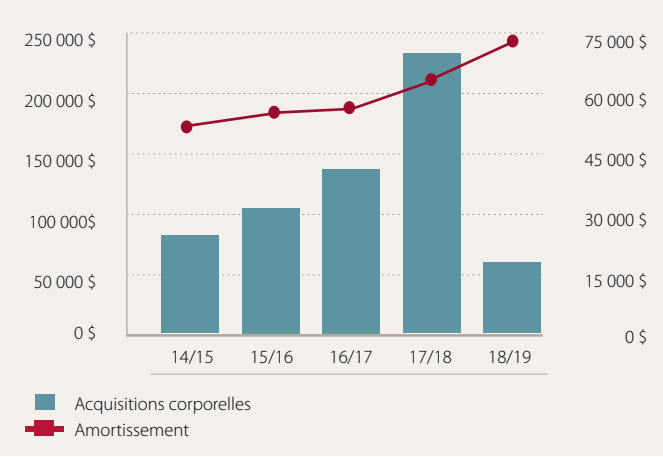
Note 7 des états financiers consolidés

Une augmentation de la dépense d'amortissement est observée depuis la mise en opération des projets majeurs en immobilisations achevés au cours des dernières années.

Également, au cours de l'année, l'Université a radié partiellement la valeur aux livres de la résidence Brooks, suite à l'abandon partiel de l'usage de cette résidence.

Plusieurs activités de planification sont en cours afin de continuer à réduire le niveau d'entretien différé de nos infrastructures physiques et informatiques.

Évolution des acquisitions corporelles et de la dépense d'amortissement (en milliers de dollars)



Actif net affecté d'origine interne

La composition et la nature de l'actif net affecté d'origine interne sont présentées en détail à la note 12 des états financiers consolidés. Parmi les composantes les plus importantes, nous retrouvons :

Actif net affecté d'origine interne (en milliers de dollars)

	2018-2019	2017-2018
Investis en immobilisations et réserves connexes	1 347 716	1 336 906
Avantages sociaux futurs	194 291	340 714
Fonds d'amortissement	58 645	54 035
Réserves de stabilisation	52 146	43 885
Fonds restreints — recherche et autres	58 024	54 654
Fonds pour contingence opérationnelle	74 087	38 029
Projets d'mmobilisations financés à l'interne	(57 450)	(62 536)
Total	**1 726 919**	**1 805 687**

Note 12 des états financiers consolidés

Investis en immobilisations

Les fonds investis en immobilisations représentent le montant de l'actif net qui n'est pas disponible à d'autres fins, car il a été utilisé pour financer l'achat d'immobilisations, déduction faite des dettes. Il se compose des immobilisations non amorties acquises par l'utilisation de ressources non restreintes, ainsi que la valeur comptable des immobilisations acquises par l'utilisation de ressources non restreintes, qui ne seront pas amorties. Il exclut les actifs financés par des apports en capital.

Les réserves connexes comprennent les projets qui sont actuellement à diverses étapes de la planification, la conception et de la construction et comprends les projets d'immobilisation et de rénovations en cours, des fonds réservés pour des projets importants d'immobilisations présentement en phase de planification ainsi que des fonds réservés pour certains travaux prévus d'entretien différés.

Fonds d'amortissement

Le fonds d'amortissement a été créé afin de cumuler les sommes requises pour rembourser les obligations de l'Université de 150,0 M$ en 2043 et de 200,0 M$ en 2056. La variation annuelle du fonds d'amortissement correspond à l'accumulation des revenus de placements sur les investissements à long terme prévus à cette fin et aux contributions affectées.

En vertu des projections de rendements futurs sur les placements à long terme destinés au remboursement de la dette, le solde actuel du fonds d'amortissement serait suffisant pour effectuer le remboursement de l'obligation de 150,0 M$. Une analyse semblable a été effectuée lors de l'émission de l'obligation de 200,0 M$. Un montant initial de 10,0 M$ a été transféré au fonds d'amortissement en 2016 lors de l'émission de la dette et des contributions supplémentaires sont prévues à compter de l'exercice se terminant le 30 avril 2022. Le total du fonds d'amortissement s'élève à 58,6 M$ en date du 30 avril 2019 et l'Université détient des placements à long terme équivalents à ce montant.

Réserves de stabilisation

Des réserves de stabilisation ont été créées par l'Université afin de diminuer les risques de volatilité de certains secteurs, notamment la fluctuation des rendements des marchés financiers, les hausses de tarifs des services publics ainsi que les assurances. Cette réserve est évaluée à 52,1 M$ au 30 avril 2019 (2018 – 43,9 M$) et environ 42,7 M$ de cette réserve est affectée à la stabilisation des revenus de placements.

Projets d'immobilisations financés à l'interne

Ces montants représentent des prêts internes pour la réalisation de projets d'immobilisations d'envergure qui seront recouvrés au fil du temps. Ces prêts internes seront recouvrés à même le budget de fonctionnement et les activités des facultés ou services concernés.

Contingence opérationnelle

Détails de la contingence opérationnelle

	2018-2019	2017-2018
Facultés et services	29 302	10 674
Fonds de relance	33 914	23 914
Engagements	8 314	9 461
Remplacement SIS	(5 000)	(10 632)
Système informatique	2 172	2 172
Services auxiliaires	5 385	2 440
Contingence opérationnelle	**74 087**	**38 029**

L'Université permet aux facultés et aux services de conserver certains surplus opérationnels pour fins d'investissements dans des initiatives stratégiques futures. Également, l'Université affecte certains surplus à des fins stratégiques et à titre de contingences opérationnelles.

Au 30 avril 2019, une portion des surplus a été affectée aux facultés et aux services ainsi qu'à l'établissement d'un fonds de relance afin de financer des initiatives départementales. Ces initiatives serviront à rencontrer les objectifs de l'Université énuméré dans le plan stratégique *Transformation 2030*.

Informations supplémentaires

Les états financiers consolidés audités de l'Université sont préparés en utilisant les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada. En vertu de ces normes, l'Université applique la méthode du report pour constater certains de ses revenus et pour les fins de présentation, une seule colonne est utilisée à l'état des résultats.

Les finances de l'Université d'Ottawa sont pour leur part gérées en utilisant la comptabilité par fonds sur une base de caisse modifiée. Selon cette méthode, des budgets sont établis pour chaque fonds, lequel comprend des produits et des charges.

La comptabilité par fonds améliore la responsabilité vis-à — vis des ressources en garantissant que les subventions et les contributions restreintes sont dépensées uniquement selon les fins prévues. L'Université d'Ottawa utilise les fonds suivants :

- le Fonds de fonctionnement;
- les Services auxiliaires;
- le Fonds restreint – recherche;
- le Fonds restreint- autres, incluant les dotations; et
- le Fonds d'immobilisations.

Le modèle budgétaire de l'Université met l'accent sur l'allocation des ressources au sein du fonds de fonctionnement qui à lui seul représentait environ 80,0 % du budget consolidé de 2018-2019.

La prochaine section du document effectue dans un premier temps une conciliation entre les résultats consolidés audités et les résultats finaux budgétaires et dans un deuxième temps une revue des résultats financiers du fonds de fonctionnement par rapport au budget approuvé.

Conciliation entre les résultats consolidés audités et les résultats finaux budgétaires

Les résultats consolidés audités et les résultats finaux budgétaires sont sensiblement les mêmes à l'exception des éléments suivants :

- la différence entre la capitalisation et l'amortissement des immobilisations corporelles, telles que les livres, l'équipement, les bâtiments, le matériel et les logiciels ; et
- la différence entre les déboursés d'encaisse pour le régime de retraite et autres avantages sociaux futurs, et les dépenses selon l'évaluation actuarielle utilisée dans les états financiers consolidés.

Étant donné ces différences, il existe des écarts entre les résultats selon les états financiers consolidés audités et les résultats finaux budgétaires. Selon les états financiers consolidés audités, l'Université termine son année avec un excédent des produits sur les charges de l'ordre de 91,8 M$, alors que selon les résultats finaux budgétaires l'Université termine son année avec un excédent de l'ordre de 93,5 M$ avant affectations.

Comparaison entre les résultats consolidés audités et les résultats finaux budgétaires (en milliers de dollars)

	Réel 2018-2019 ($)	Projeté 2018-2019 ($)	Réel 2017-2018 ($)
Excédent des produits sur les charges	91 830	48 158	69 772
Variation de l'actif net investi en immobilisations[1]	25 262	10 224	(32 693)
Ajustement relatif aux avantages sociaux futurs[2]	(23 619)	(27 572)	(22 521)
Surplus budgétaire avant affectations	**93 473**	**30 810**	**14 558**

1. Le détail de la variation de l'actif net investi en immobilisations se retrouve à la note 14 des états financiers consolidés audités.
2. Le détail de l'ajustement relatif aux avantages sociaux futurs se retrouve à la note 6 des états financiers audités et correspond à la différence entre le montant des dépenses et des cotisations pour les régimes de retraite et les autres avantages.

Résultats finaux budgétaires par fonds

Résultats finaux budgétaires par fonds 2018-2019 (en milliers de dollars)

	Fonds de fonctionne-ment	Services auxiliaires	Fonds restreints recherche	Fonds restreints autres	Fonds d'immobili-sations	Total
Droits de scolarité et autres frais	437 737	1 092	-	-	-	438 829
Subventions de fonctionnement	319 764	190	-	-	-	319 954
Subventions de recherche et contrats	-	-	142 722	73 062	-	215 784
Subventions en immobilisations	-	-	-	275	15 693	15 968
Ventes de biens et services	9 110	11 987	2 754	3 423	-	27 274
Logements étudiants	-	24 961	-	-	-	24 961
Dons	596	-	2 304	6 259	-	9 159
Revenus de placements	37 483	5	1 152	10 109	8 109	56 858
Autres	14 540	5 300	1 136	6 799	1 076	29 051
Utilisation de l'obligation	-	-	-	-	8 681	8 681
Total des revenus	**819 230**	**43 535**	**150 268**	**99 927**	**33 559**	**1 146 519**
Salaires	427 915	7 162	44 459	69 687	-	549 223
Avantages sociaux	87 976	1 353	5 059	10 131	-	104 519
Bourses et aide financière	68 863	11	24 891	9 424	-	103 189
Coûts des biens et services	86 939	15 499	35 609	4 667	-	142 714
Acquisitions des bibliothèques	15 808	-	64	115	-	15 987
Construction et rénovations	1 348	191	-	-	33 604	35 143
Honoraires professionnels	1 517	12	-	(49)	-	1 480
Ententes interinstitutionnelles reliées à la recherche et autres	1 306	-	28 764	1 473	-	31 543
Déplacements	7 171	195	9 022	1 885	-	18 273
Intérêts et frais bancaires	15 723	4 374	7	12	-	20 116
Autres	17 775	8 345	2 192	2 547	-	30 859
Total des dépenses	**732 341**	**37 142**	**150 067**	**99 892**	**33 604**	**1 053 046**
Transferts interfonds	**(37 216)**	**(3 448)**	**5 307**	**(1 105)**	**36 462**	**-**
Surplus budgétaire avant affectations	**49 673**	**2 945**	**5 508**	**(1 070)**	**36 417**	**93 473**

Fonds de fonctionnement

Fonds de fonctionnement (en milliers de dollars)

	Réel 2018-2019	Budget 2018-2019	Réel 2017-2018	Variation Réel vs budget ($)	Variation Réel vs budget (%)	Variation Réel vs réel ($)	Variation Réel vs réel (%)
Droits de scolarité et autres frais - canadiens	301 981	302 110	291 950	(129)	0,0	10 031	3,4
Droits de scolarité et autres frais - internationaux	135 756	142 170	110 714	(6 414)	-4,5	25 042	22,6
Subventions de fonctionnement	319 764	322 572	316 500	(2 808)	-0,9	3 264	1,0
Ventes de biens et services	9 110	9 783	8 904	(673)	-6,9	206	2,3
Dons	596	555	653	41	7,4	(57)	-8,7
Revenus de placements	37 483	21 695	37 382	15 788	72,8	101	0,3
Autres	14 540	12 054	13 996	2 486	20,6	544	3,9
Total des revenus	**819 230**	**810 939**	**780 099**	**8 291**	**1,0**	**39 131**	**5,0**
Salaires	427 915	450 011	426, 619	(22 096)	-4,9	1 296	0,3
Avantages sociaux	87 976	95 762	91 492	(7 786)	-8,1	(3 516)	-3,8
Bourses et aide financière	68 863	70 318	66 099	(1 455)	-2,1	2 764	4,2
Coûts des biens et services	86 939	90 888	78 871	(3 949)	-4,3	8 068	10,2
Acquisitions des bibliothèques	15 808	16 225	15 242	(417)	-2,6	566	3,7
Construction et rénovations	1 348	967	24 727	381	39,4	(23 379)	-94,5
Honoraires professionnels	1 517	1 658	1 582	(141)	-8,5	(65)	-4,1
Ententes interinstitutionnelles reliées à la recherche et autres	1 306	700	738	606	86,6	568	77,0
Déplacements	7 171	7 775	6 841	(604)	-7,8	330	4,8
Intérêts et frais bancaires	15 723	16 112	14 212	(389)	-2,4	1 511	10,6
Autres	17 775	18 082	12 848	(307)	-1,7	4 927	38,3
Total des dépenses	**732 341**	**768 498**	**739 271**	**(36 157)**	**-4,7**	**(6 930)**	**-0,9**
Transferts interfonds	**(37 216)**	**(39 700)**	**(34 387)**	**2 484**	**-6,3**	**(2 829)**	**8,2**
Surplus budgétaire avant affectations	**49 673**	**2 741**	**6 441**	**46 932**	**1 712,2**	**43 232**	**671,2**

Le fonds de fonctionnement est composé des ressources financières pouvant être utilisées sans restriction extérieure afin d'atteindre les objectifs de l'Université, soit l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité.

Dans l'ensemble, le budget a appuyé les objectifs établis dans l'entente de mandat stratégique au niveau de la différenciation ainsi que d'autres résultats de programmes ciblés. Le fonds de fonctionnement a terminé en 2018-2019 dans une position plus favorable par rapport au budget initial en raison à la fois d'une augmentation des revenus de placements, du nombre de postes vacants académiques et administratifs en processus d'affectation et de la mise en place d'un nouveau modèle budgétaire visant l'introduction d'incitatifs et de meilleures pratiques financières.

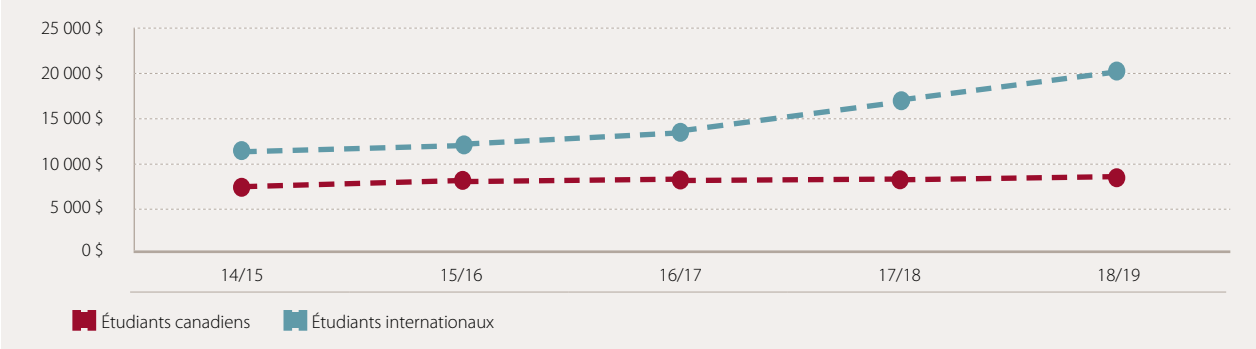
Les revenus totaux du fonds de fonctionnement ont atteint 819,2 M$, comparativement à un budget de 810,9 M$. L'augmentation s'explique en grande partie par des rendements supérieurs sur les placements (un rendement annuel de 8,1 % comparativement à 5,5 % au budget).

Droits de scolarité et autres frais

Les droits de scolarité et autres frais s'élèvent à 437,7 M$ pour l'année 2018-2019 comparativement à 444,3 M$ au budget initial. Les droits de scolarité canadiens et internationaux ont respectivement diminué de 0,1 M$ et de 6,4 M$ pour un total 6,5 M$. Cette réduction résulte de l'augmentation du nombre d'étudiants à temps plein qui ont profité de la possibilité de suivre un cours supplémentaire sans verser de frais additionnels, selon la politique actuelle de l'Université.

Les droits de scolarité et autres frais se détaillent en moyenne à 8 617 $ pour un étudiant canadien comparativement à 18 997 $ pour un étudiant international. Le tableau suivant montre l'évolution des droits de scolarité et autres frais pour les étudiants canadiens et internationaux ainsi que le total des droits de scolarité par étudiant.

Évolution des droits de scolarité par étudiant



Subventions de fonctionnement

Les revenus de subventions s'établissent à 319,8 M$ aux résultats finaux, et sont conformes au budget.

Revenus de placements

Les revenus de placements du fonds de fonctionnement s'élèvent à 37,5 M$ pour l'exercice se terminant le 30 avril 2019, comparativement à 21,7 M$ au budget. L'augmentation des revenus de 15,8 M$ est attribuable à la bonne performance des marchés financiers lors du dernier trimestre de l'exercice.

La volatilité des marchés financiers a un impact significatif sur les résultats financiers et afin d'atténuer annuellement ces impacts sur ses activités, l'Université s'est dotée d'une réserve de stabilisation. La réserve de stabilisation des placements est utilisée pour garantir que le fonds de fonctionnement perçoive un revenu de placement stable chaque année, quel que soit le rendement. Cette année, le taux de rendement des placements à long terme s'est établi à 8,5 % comparativement au 5,5 % prévu au budget.

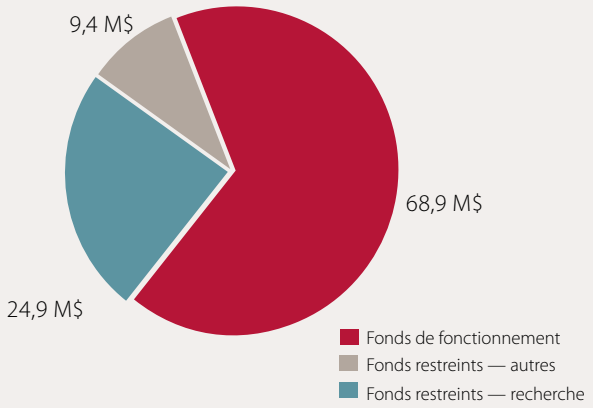
Au cours de l'année 2018-2019, l'Université a entrepris une évaluation de la répartition stratégique de l'actif du portefeuille de ses placements à long terme, afin de réduire la volatilité des rendements des investissements au fil du temps, ainsi que de déterminer le niveau de réserve optimale, tout en prenant en considération l'appétit pour le risque de l'établissement. Dans l'attente de la mise en œuvre de la nouvelle répartition des actifs et de la définition d'indicateurs pour une réserve de stabilisation des revenus de placements appropriée, un montant de 8,3 M$ a été affecté à la réserve de stabilisation des placements, qui représente l'écart entre le rendement budgétisé de 5,5 % et le rendement réel de 8,5 %. Le solde de la réserve de stabilisation des placements est de 42,7 M$ en date du 30 avril 2019.

Salaires et avantages sociaux

Les salaires et avantages sociaux s'élèvent à 515,9 M$ en 2018-2019 comparativement à un budget de 545,8 M$. La réduction de 29,9 M$ est attribuable en partie au nombre de postes vacants académiques et administratifs en processus d'affectation élevés ainsi qu'à l'impact du nouveau cadre règlementaire régissant les régimes de retraite, qui n'avaient pas été prévus lors de la confection du budget.

Bourses et aide financière

Bourses et aide financière par fonds (en millions de dollars)



Les bourses et aide financière financées par le fonds de fonctionnement ont diminué de 1,5 M$ par rapport au budget, principalement en raison d'une plus grande contribution de la part du fonds restreint — autres.

Dans le cadre de l'exercice 2018-2019, un montant total de 103,2 M$ a été versé par l'ensemble des fonds, comparativement à un budget de 100,1 M$.

Affectations

Les résultats favorables de l'exercice 2018-2019 permettent à l'Université d'affecter certains montants aux exercices futurs que ce soit pour des rénovations d'immobilisations ou pour des initiatives qui seront développées à travers le plan stratégique Transformation 2030. Pour plus de détails, se référer à la section « Actif net affecté d'origine interne » du présent document.

Gestion du capital

Les objectifs de l'Université dans sa gestion du capital visent à préserver son capital et à optimiser le revenu de placement qu'elle en retire. L'Université définit son capital comme étant les actifs nets non affectés, les actifs nets affectés d'origine interne, les fonds affectés à titre de dotation et la dette à long terme.

Le bureau des gouverneurs a approuvé un règlement sur la gestion de la dette. Le règlement, auquel l'Université s'est conformé au 30 avril 2019, prévoit deux ratios que l'Université doit rencontrer, soit :

	Seuil	2019	2018
Actif net comparativement à la dette	> 0.5 x	1.3	1.0
Fardeau de la dette	< 5,0 %	1,8 %	2,6 %

L'Université continue de travailler à l'amélioration de ses résultats financiers afin de maintenir sa conformité aux ratios de gestion de la dette et assurer une bonne santé financière.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 AVRIL 2019